

# Crise du Mali, crise du Sahel<sup>1</sup>

13 juillet 2012

Hervé Bichat

---

Les évènements dramatiques du Mali qui marquent hélas l'actualité africaine de 2012, ont surpris de nombreux observateurs : Si les tensions socio économiques au sein d'un des pays les plus pauvres de la Planète et la faible capacité opérationnelle de l'armée malienne étaient connues de tous, si le début de la rébellion dans le Nord Est du Mali s'inscrivait dans un série d'incidents qui n'ont pas cessé depuis plus de cinquante ans, peu de personnes pensaient qu'en quelques semaines les principales villes (Kidal, Tombouctou et Gao) de cette région échapperaient au contrôle de l'Etat malien, qu'un coup d'état déposerait le Président de la République Amadou Toumani Touré (dit ATT) le 22 mars 2012 à la veille de la fin de son second mandat et que les Touareg seraient rapidement expulsés de leurs conquêtes par les milices arabes du Mouvement pour l'Unité et le Jihad en Afrique de l'Ouest (Mujao).

En effet depuis le coup d'Etat du général ATT qui a mis fin en 1991 à la dictature du général Moussa Traoré, ce pays de près de 1,5 millions km<sup>2</sup>, peuplé par plus de 15 millions d'habitants appartenant à de nombreuses ethnies, donnait l'image d'une démocratie modèle et faisait l'objet de l'attention bienveillante des bailleurs de fonds internationaux : ATT avait fait rentrer ses troupes dans leurs casernes pour laisser la place à un président démocratiquement élu en 1992: Alpha Oumar Konaté (dit AOK). Celui-ci avait respecté la Constitution en ne se maintenant pas au pouvoir après son second mandat. Et ATT qui s'était fait élire à sa suite s'apprêtait à faire de même. Enfin chacun pouvait témoigner de la volonté de ce dernier de maintenir le plus grand consensus national en toutes circonstances, ce qui a pu susciter des critiques d'immobilisme face aux défis que le pays devait relever.

L'objet de cette note est d'essayer d'analyser cette contradiction entre l'image globalement positive que donnait le Mali depuis une vingtaine d'années, avec des performances économiques qui si elles étaient modestes n'en restaient pas moins prometteuses, et la brutalité de la crise qui le ravage depuis 6 mois et qui l'entraîne vers des abîmes sans fond ! Elle propose ensuite une analyse géostratégique de ces évènements avant d'essayer d'en tirer quelques enseignements.

## **La situation du Mali**

Le Mali –ex Soudan français- est une création de la colonisation française, suite au traité de Berlin de 1885-1886, comme tous les autres états francophones de la région. Au cours de l'histoire, son territoire a servi d'assise à des empires temporaires (Ghana, Mali, Songhaï, royaume Bambara de Ségou, empire Peulh de Macina). Mais aucun d'entre eux n'a laissé de marques durables sur l'ensemble du territoire. L'accession à l'Indépendance a donc posé un double défi :

- Celui d'apprendre à vivre ensemble sur un territoire bien défini à des ethnies qui n'avaient pas de passé commun
- Celui, particulier pour les populations frontalières, de composer avec des frontières nationales alors que pendant le temps de la colonisation française celles-ci n'avaient pas plus d'importance que celle des limites administratives des départements en France.

---

<sup>1</sup> Note rédigée suite à un séminaire organisé par l'association FERDI le 29 juin 2012 sur la thématique suivante : *Comment éviter que le Sahel africain ne devienne un nouvel Afghanistan ?*

Au Mali, ces défis ont concerné tout particulièrement les Touareg, population d'origine berbère dont la Confédération s'étalait autrefois du sud de l'Algérie et la Lybie au nord du Mali, du Burkina Faso et du Niger. Dès 1963 éclataient des incidents, durement réprimés, provoqués par des partisans d'une indépendance des régions septentrionales du Mali sous le nom d'*Azawad*. Ils reprenaient en 1990, lorsque du fait de la crise économique qui les frappaient, l'Algérie et la Lybie ont expulsé vers le sud une partie de leurs populations Touareg, et en 2006. A chaque fois, le gouvernement malien a essayé d'y mettre fin par la force, mais aussi par la négociation (Accords de Tamanrasset en 1991 et d'Alger en 2006). Cela a abouti à des engagements de l'Etat malien pour favoriser le développement de ses régions septentrionales et pour parvenir à une meilleure intégration des responsables politiques Touareg dans les institutions nationales mais aussi à une certaine démilitarisation. Au lieu de favoriser la paix, celle-ci a facilité l'implantation de groupes islamistes expulsés d'Algérie (Groupe Salafiste de prédication et de Combat GSPC) et de Lybie. Ce que doivent aujourd'hui regretter les responsables du Mouvement National de Libération de l'Azawad (MLNA).

Ces groupes terroristes se sont rapidement enrichis grâce aux trafics d'armes, de drogues et à la prise d'otages occidentaux. Ils se sont imposés aux populations locales vis-à-vis des services de l'Etat malien, complètement démunis de moyens, d'autant plus que leurs actions contribuaient à l'arrêt de toutes activités économiques (comme le tourisme) pouvant constituer une alternative à leur influence.

A noter également que les volets économiques de ces accords qui souvent n'ont pas été appliqués, ont pourtant suscité des frustrations parmi les populations du sud Mali, fragilisant ainsi l'unité nationale du pays.

### **L'évolution du Sahel**

La bande soudano sahélienne qui borde le sud du Sahara de l'océan atlantique à l'océan indien a été jusqu'à l'arrivée de la colonisation européenne une zone de grande activité car d'une part c'était la région la plus favorable aux cultures et aux élevages traditionnels, et d'autre part, elle constituait le point de départ de trafics transsahariens lucratifs qui ont toujours existé et qui portaient d'abord sur l'or, sur l'ivoire, le sel et la noix de kola, puis sur les armes et les esclaves. Mais depuis l'arrivée des Européens, cette région a subi plusieurs chocs :

- Le choc de la conquête européenne qui a eu au moins deux conséquences graves : d'une part, d'aménager une nouvelle voie (maritime) vers l'Europe qui a entraîné une certaine décadence des trafics transsahariens, d'autre part, de bousculer profondément les fondements des sociétés traditionnelles. Dans un second temps, cette ouverture de l'Afrique sub saharienne au monde a eu pour conséquence de faire du Sahel un des principaux axes du passage de la drogue vers l'Europe. Cette évolution s'est accélérée au cours des dix dernières années, en raison notamment de l'entrée de la Guinée-Bissau dans l'Union Monétaire des Etats de l'Afrique de l'Ouest (UMEAO). Or ce pays est devenu un Etat-voyou dominé par les mafias de la drogue. Comme cette zone est associée à la zone euro, cela a facilité les transactions financières liées à ces trafics ;
- Le choc des indépendances qui ont modifié considérablement les relations interethniques. En dehors du Tchad où les ethnies du Nord ont pris le pouvoir politique au détriment du sud du pays, au terme de guerres civiles sanglantes, dans les

autres états sahéliens francophones, le pouvoir politique a été accaparé par les ethnies africaines, ce qui a été très difficilement accepté par les ethnies du Nord ;

- Le choc démographique, lié à un rythme de croissance des populations de 3% par an, c'est-à-dire un doublement des populations tous les vingt deux ans. Ce dynamisme observé depuis une centaine d'années est particulièrement déstabilisant à triple titre : d'une part il alourdit la charge actuelle des Etats en matière d'éducation et de santé sans toujours pouvoir engager ces nouveaux bras dans des activités productives ; d'autre part, dans la plupart des états sahéliens, quoique certains experts estiment qu'il y a encore beaucoup de terres disponibles, il n'est pas possible d'augmenter le nombre des habitants vivant sur place. En conséquence on observe une dégradation inquiétante des ressources naturelles, même si des méthodes existent pour améliorer leur gestion. C'est notamment le cas des oasis du nord du Mali et cela constitue une des sources des conflits actuels. Enfin, il est inévitable qu'une part croissante des populations à venir<sup>2</sup> se retrouvera sur les voies de l'émigration, soit vers le Sud (exemple du Nigéria et de la Côte d'Ivoire), soit vers le Nord (les pays européens, avec tous les problèmes que ces mouvements de population entraînent, surtout lorsqu'ils ne sont pas régulés
- Enfin le choc des idéologies économiques : sous l'impulsion de la Banque mondiale, acquise aux thèses de l'Ecole de Chicago, les filières agro-industrielles qui avaient été constituées à grand peine au fil des années sur la base de partenariats public-privé, ont été démantelées. Certes des affaires de corruption les ont peu à peu déstabilisées. Par ailleurs, les états leur ont demandé de pallier chaque jour davantage la défaillance des services publics. Cela a eu pour conséquence d'alourdir leurs charges sans contrepartie pour les financer. Mais au lieu de procéder à leur rénovation, la Banque mondiale a suggéré, conseillé et parfois exigé leur démantèlement, notamment à l'occasion des Plans d'Ajustement Structurel mis en œuvre au début des années 1980, au prétexte que ces organisations freinaient l'initiative privée et que les entrepreneurs privés offriraient rapidement aux paysans des services plus compétitifs. Ce que les faits ont rapidement démenti. Leur faible rentabilité selon les normes économiques classiques a constitué en outre une raison pour limiter les financements internationaux en leur faveur. En a résulté un abandon du développement rural au cours des vingt dernières années dont les conséquences sont aujourd'hui particulièrement lourdes dans le Sahel.

En conséquence, la situation au Sahel ne cesse de se dégrader depuis une vingtaine d'années. En témoignent notamment les prises d'otages qui scandent l'actualité africaine. Ce qui explique que de nombreux experts, comme Serge Michailof<sup>3</sup>, estiment que le Sahel est devenu un nouvel Afghanistan, sans doute beaucoup plus complexe et surtout à quelques heures d'avion de l'Europe. Si on considère la gravité des menaces qui se développent en ce moment au sein de cette région, c'est sans doute une des principales qui pèsent sur l'Union européenne et dont elle n'a pas encore pleinement conscience. Ce que confirme l'analyse stratégique de la situation actuelle.

### **Une analyse stratégique de la situation actuelle**

Le Sahara a fonctionné longtemps comme un semi-conducteur : il était le lieu de passage de nombreux échanges et en même temps il constituait un obstacle à la diffusion d'innovations venues du Nord, comme la roue ou la monnaie. Aujourd'hui, c'est un no man's land aux limites particulièrement floues qui a pour conséquence que les problèmes sahéliens ont

---

<sup>2</sup> Exemple : les prévisions démographiques prévoient pour le Niger une population de 50 millions d'habitants à l'horizon 2040. Ceux-ci ne pourront à l'évidence trouver sur place les moyens de vivre et même de survivre...

<sup>3</sup> *Révolution verte et équilibres géopolitiques au Sahel* Serge Michailof Revue Internationale et Stratégique 2010

nécessairement des implications régionales. Quels sont donc les principaux acteurs actuels de la crise du Sahel ?

### **La Lybie**

Il faut commencer par ce pays car incontestablement c'est la chute en 2011 du Colonel Kadhafi qui a été le déclencheur des événements actuels. En effet celui-ci avait constitué une légion formée de plusieurs milliers de combattants touaregs et fortement armée. Elle constituait à la fois une force sur la loyauté de laquelle il pouvait compter et un atout dans le jeu régional qu'il entendait jouer pour accroître son influence. Après sa chute, ces troupes se sont dispersées dans le sud du Sahara avec leurs armes, et notamment des missiles sol-air, et bagages. Ce sont elles qui ont participé à la défaite de l'armée malienne en janvier dernier dans le nord est du pays.

Comme la situation intérieure de la Lybie est toujours instable, cela constitue un facteur aggravant des difficultés actuelles d'autant plus que les tribus en révolte sont à cheval sur les frontières de la Lybie, du Niger et du Mali.

### **L'Algérie**

L'Algérie un acteur majeur des conflits actuels, ne serait-ce que parce qu'elle a hérité de la plus grande partie du Sahara. Le fait que les accords entre le gouvernement malien et les rebellions touareg aient été signés sur son territoire en témoigne.

Les blessures de la guerre pour l'indépendance expliquent sa très grande susceptibilité à toute ingérence étrangère à la région, notamment française. Mais en même temps, l'Algérie donne la priorité à la politique intérieure, ce qui explique son attitude ambiguë : elle a tout fait pour que le GSPC quitte ses bastions du nord pour se replier vers le sud.

En conclusion, elle détient les clefs de la sortie des conflits actuels

### **Le Niger, le Burkina-Faso, la Mauritanie, le Sénégal**

Ces Etats sont impliqués à des titres divers dans les conflits actuels. Ils doivent tenir compte du fait qu'une partie de leur opinion publique est sensibilisée aux thèses islamistes et que peut-être les groupes qui s'en revendiquent disposent déjà chez eux de cellules dormantes. Face à ce danger, ils réagissent de manière différente. Mais ils sont particulièrement conscients que les menaces qui pèsent actuellement sur eux nécessitent d'aller vers des solutions régionales. Ils fondent beaucoup d'espoir sur les mesures que pourrait prendre la Communauté des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) qui est l'organisation politique régionale de l'Afrique sub-saharienne. Et il est vrai que jusqu'à maintenant les initiatives que celles-ci essayent de prendre constituent une des rares lueurs d'espoir dans les difficultés actuelles.

### **Les Etats-Unis**

Les Etats-Unis suivent avec une extrême attention les événements du Sahel. Ils disposent de moyens de surveillance sophistiqués et de bases de renseignement sur le terrain. Ils sont en train de réorganiser les forces militaires dont ils disposent dans la région. Ne pas oublier non plus les leviers que sont l'Aide américaine (USAID) et leur influence dans les instances internationales (Fonds Monétaire International, Banque mondiale,...). Certes la crise du Sahel, malgré sa gravité, vient encore au second plan par rapport aux conflits asiatiques et moyen-orientaux. Mais il n'y aura pas de solutions aux difficultés actuelles du Sahel sans une participation active des Etats-Unis.

## **L'OCDE**

L'Organisation de Coopération pour le Développement Economique (OCDE) qui regroupe les pays les plus riches de la Planète se préoccupe de la crise du Sahel. Mais incontestablement celle-ci n'est pas en haut de l'agenda actuel.

## **L'Union européenne**

L'Union européenne est particulièrement impliquée dans la crise du Sahel : elle est le principal partenaire économique des états sahéliens. Ce sont surtout des citoyens européens qui sont victimes des preneurs d'otages. L'Union subit les conséquences des trafics de drogue passant à travers le Sahara. Elle est confrontée à la pression croissante des migrants africains originaires de cette région... Et pourtant malgré l'importance des moyens dont elle dispose à travers le Fonds Européen de Développement, elle se révèle incapable d'élaborer une stratégie convaincante pour relever ces défis. Il est vrai que son organisation politique actuelle et surtout la crise de l'euro qui absorbe toutes les énergies, expliquent ce manque de réaction. Mais incontestablement l'opinion publique européenne, et son expression politique, le Parlement européen, n'ont pas encore pris une claire conscience des graves menaces que la crise du Sahel fait peser sur eux.

## **La France**

L'héritage colonial donne à la France des atouts et des handicaps particuliers :

- Des atouts d'abord comme une langue partagée, une expérience incomparable de ces pays (y compris dans le domaine de la sécurité), de multiples relations personnelles et économiques, enfin une compétence actualisée par un appareil de recherche préservé et de grande qualité ;
- Mais aussi des handicaps considérables, que sont notamment les aspects sombres de cet héritage colonial. Ajoutons-y la faiblesse des moyens réels d'intervention de la France, malgré des statistiques enviabiles (mais un peu mensongères) de l'aide au développement. N'oublions pas que la plupart des otages européens qui sont actuellement détenus au Sahel, sont français. Enfin, point qui est rarement souligné, les élites africaines ont le sentiment que les médias français restent fascinés par les peuples du désert, ce que traduit l'expression « *Seigneurs du désert* » attribuée aux Touaregs. Par conséquent la France ne peut pas être un arbitre impartial pour faciliter la résolution des conflits actuels.

Que conclure de ces analyses ? Nous sommes face à une crise extrêmement complexe qui demandera beaucoup de temps pour être résolue. Ce n'est pas simplement un problème malien. Le projet de groupes islamistes très déterminés de mettre en place dans le nord-est du Mali une base pour mener dans toute l'Afrique de l'ouest, et sans doute au de-là, leurs entreprises terroristes constitue un défi majeur pour la CEDEAO, mais aussi pour l'Union européenne.

### **Quels enseignements peut-on essayer de tirer aujourd'hui de la crise actuelle du Sahel ?**

Il est très difficile de tirer à chaud les leçons d'évènements extrêmement graves dont toutes les facettes ne sont peut-être pas encore bien connues. C'est donc avec une grande modestie et prudence qu'est rédigée la dernière partie de cette note. Du moins peut-on essayer de lancer quelques pistes de réflexion :

### **Priorité aux consensus politiques internes aux pays sahéliens**

Si les dynamiques régionales de longue durée et un certain nombre de facteurs récents expliquent ces événements dramatiques, il reste que le principal défi est de reconstruire rapidement des consensus nationaux sur les défis à relever. Affirmer cela de la part d'un Français n'est pas se laver les mains devant les difficultés actuelles. Connaissant la complexité et la fragilité des sociétés africaines, il est évident que c'est une tâche gigantesque, beaucoup plus difficile que de mener le projet de faire rouler sur Mars un robot exploratoire<sup>4</sup> ! Elle est pourtant incontournable et conditionne toutes les solutions, et notamment au Mali. Nombreux sont ceux qui dans ce pays sont conscients de cette nécessité, ce qui a conduit à la prise d'initiatives auxquels il faut souhaiter le plus grand succès. En tout cas c'est un préalable à toute tentative de restaurer l'intégrité territoriale du Mali, soit par la négociation, soit par la force.

### **Restaurer l'Etat**

Toutes les analyses convergent pour souligner que les événements du début de l'année 2012 sont d'abord la conséquence d'un effondrement de l'Etat. Celui-ci ne pourra être restauré que si cette rénovation s'appuie sur un consensus national. Mais les partenaires des pays sahéliens peuvent y contribuer en faisant évoluer leurs analyses et leurs partenariats : pendant une vingtaine d'année, Milton Frideman<sup>5</sup> dont l'œuvre domine la pensée économique actuelle<sup>6</sup>, imposa une vision pessimiste de l'action publique. Pour lui, celle-ci était en général source de corruption et de prédation. Elle était aussi souvent trop décalée par rapport aux nécessités de l'heure pour être efficace. En conséquence la pratique des agences internationales de développement dévalorisa le rôle des services publics et privilégia un mode d'action fondé sur des projets de quelques années réalisés par des opérateurs locaux, souvent des organisations non gouvernementales (ONG), en rejetant les concepts de planification, de programmation et de régulation. Au final, la déshérence des missions régaliennes est une des causes des événements actuels. Il convient d'y mettre fin et de veiller à ce que les administrations retrouvent toute leur place dans le développement des pays sahéliens.

### **Lier fortement sécurité et développement économique et social**

L'analyse des événements du Mali montre que les leçons de Lyautey ont été perdues. Celui-ci insistait en effet beaucoup sur la nécessité de bien articuler le maintien de l'ordre avec les projets de développement économique et social: sans un minimum de sécurité, pas de développement, mais sans développement, pas de sécurité durable.

Cette vision a de profondes conséquences : au niveau des partenaires des pays sahéliens. Cela doit les conduire à bien ajuster l'ensemble de leurs contributions pour parvenir à un bon équilibre entre les mesures destinées à restaurer l'Etat, celles pour assurer la sécurité et celles enfin pour contribuer au développement économique. En ce qui concerne la France, il n'est pas sûr que ce couplage soit bien assuré, tant au niveau des doctrines et des moyens mobilisés qu'à celui de leur emploi.

Dans cet esprit, la priorité dans les pays en crise est d'abord de contribuer au développement des zones les plus sûres pour pouvoir s'appuyer sur elles pour engager des opérations de

---

<sup>4</sup> Mission qu'a remplie avec succès pour le compte de la NASA le Premier Ministre actuel du Mali, Cheikh Modibo Diarra.

<sup>5</sup> Prix Nobel 1972 de l'Economie, Milton Frideman (1912-2006) avait commencé sa carrière, dans l'entourage du Président américain Franklin Roosevelt. Il contribua à la mise en œuvre du « New Deal », d'inspiration keynésienne, pour sortir les Etats-Unis de la crise de 1929. Ce qui le conduisit à construire sa pensée au sein de l'Université de Chicago sur la critique de cette politique. Il remit en cause la légitimité et l'intérêt de l'intervention de l'Etat dans les affaires économiques en plaidant qu'in fine, il fallait laisser faire les marchés.

<sup>6</sup> Cf. Hervé Bichat *Et si l'agriculture sauvait l'Afrique ?* Editions Quae 2012

pacification (concept de « Maroc utile » dans la stratégie mise en œuvre par Lyautey au cours de son mandat de Résident Général).

Les Pouvoirs publics ne doivent pas hésiter, lorsque c'est nécessaire, à engager des équipes civiles, appuyées le cas échéant par des experts étrangers<sup>7</sup>, dans des zones d'insécurité, avec les risques que cela implique, lorsque ces interventions sont susceptibles de contribuer à la restauration de la paix civile dans le cadre d'un plan d'ensemble (comme le fit le Maréchal en mettant en place des équipes sanitaires dans les zones en cours de pacification, expliquant que celles-ci étaient plus efficaces que l'intervention de bataillons militaires).

Cette réflexion ne signifie pas un désintérêt pour les options militaires. Bien au contraire. Les partenariats des pays sahéliens avec tous les Etats intéressés à leur développement doivent viser à améliorer les systèmes de renseignement, la logistique et l'entraînement de leurs forces armées pour leur redonner la mobilité et l'efficacité indispensable à la réussite des opérations contre les groupes terroristes.

### **Plutôt un Plan « Einstein » qu'un Plan Marshall<sup>8</sup>**

Enfin ces événements dramatiques du Mali conduisent à s'interroger sur l'impact réel de l'Aide internationale au développement dans la mesure où le Mali en a largement bénéficié au cours des dernières décennies. C'est un sujet qui fait actuellement largement débat<sup>9</sup>. Les événements actuels du Sahel poussent de nombreux experts à réclamer la mise en œuvre d'un véritable Plan Marshall en faveur de cette région par les Agences Internationales de Développement<sup>10</sup>. Mais celui-ci ne pourra être efficace que si ces nouvelles contributions s'inscrivent dans une planification à long terme arrêtées par les autorités politiques de ces pays, en concertation avec les sociétés civiles. Il est incontestable qu'il faut mobiliser de nouveaux moyens financiers, en complément des ressources internes, pour résoudre la crise actuelle. Mais c'est moins l'importance des capitaux à mettre à disposition dans le court terme que les conditions de leur mise en œuvre et la continuité des partenariats dans le temps qui doivent être privilégiés.

### **Conclusions**

Si elle a bien été provoquée par des événements conjoncturels, la crise du Mali ne peut se comprendre que si elle s'inscrit dans l'histoire longue du Sahel. Elle ne relève pas seulement de la politique intérieure de ces pays, mais concerne toute l'Afrique de l'ouest et même au-delà du fait du projet du Mujao de créer dans le nord-est du Mali une base pour y mener ses entreprises terroristes. Elle ne pourra être résolue que si trois conditions sont remplies : restaurer un consensus politique au sein des Etats sahéliens, et notamment au Mali, renforcer la coopération régionale en Afrique de l'ouest dans tous les domaines, faire évoluer la vision, les doctrines et les moyens des partenaires des pays Sahéliens dont l'avenir dépend pour une part, dans un monde globalisé, de leur développement.

Hervé Bichat

---

<sup>7</sup> Il est tout aussi noble de mourir pour la France à l'occasion de projet de développement dans des zones en cours de pacification que lors d'opérations militaires extérieures !

<sup>8</sup> Selon la belle expression de François Grunwald

<sup>9</sup> Patrick Guillaumont *La fragilité des Etats, un défi pour l'allocation de l'aide : démêler fragilité, vulnérabilité et performance* African Development Bank Tunis, 20 janvier 2012

<sup>10</sup> Il n'y a pas de doute que la France devra trouver les moyens d'augmenter considérablement les financements publics qu'elle consacre à cette région, compte-tenu de ses enjeux.

Annexes :- carte du Mali

- programme du séminaire organisé par la FERDI le 29 juin 2012 à Paris
- Carte du Mali





FONDATION POUR LES ÉTUDES ET RECHERCHES SUR LE DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL

**Sahel : comment éviter un nouvel Afghanistan ?  
Quelle place pour une aide massive et efficace ? Quel rôle pour la France ?  
Paris, Vendredi 29 juin 2012 de 10h00 à 13h00**

Maison de l'Amérique Latine 217 boulevard Saint Germain – Paris 7<sup>ème</sup>

Il y a peu, le Sahel paraissait constitué d'Etats ayant trouvé un chemin démocratique vers le développement économique. Mais les événements du Mali ont tragiquement fait apparaître la profonde fragilité de cet Etat et par contagion de ses voisins. Le risque est aujourd'hui évoqué de voir apparaître un foyer d'instabilité similaire à l'Afghanistan et cette fois beaucoup plus proche de l'Europe. La Ferdi organise un débat visant à examiner les moyens d'éviter un nouvel Afghanistan, en particulier ceux dont dispose la politique française de coopération pour le développement.

Le débat sera animé par **Philippe Perdrix**, Rédacteur en chef adjoint à « Jeune Afrique » et **Patrick Guillaumont**, Président de la Ferdi. Il sera introduit par une présentation de :

-**Serge Michailof**, auteur de l'ouvrage *Notre Maison brûle au Sud. Que peut faire l'aide au développement ?* et de l'article « Un plan Marshall pour le Sahel »  
([http://www.lemonde.fr/idees/article/2012/03/29/le-nord-du-sahel-a-besoin-d-un-plan-marshall-pour-sortir-de-la-violence\\_1676940\\_3232.html](http://www.lemonde.fr/idees/article/2012/03/29/le-nord-du-sahel-a-besoin-d-un-plan-marshall-pour-sortir-de-la-violence_1676940_3232.html))

et sera notamment suivi d'interventions de :

- **Erik Orsenna**, de l'Académie française
- **Tertius Zongo**, ancien Premier Ministre du Burkina Faso, Senior Fellow de la Ferdi
- **Jean-Marc Châtaigner**, Directeur général adjoint de la Mondialisation, du Développement et des Partenariats au Ministère des Affaires étrangères et européennes
- **Jean-Michel Séverino**, Président de I&P Conseil, ancien Directeur général de l'Agence française de développement, Senior Fellow de la Ferdi
- **Gilles Yabi**, International Crisis Group